

LUTTE

(O)UVRIÈRE

JOURNAL COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
POUR LA CONSTRUCTION DE LA LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS
POUR LA LIBERATION DES ANTILLES
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA MARTINIQUE
ET A LA GUADELOUPE
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

EDITORIAL: FIN DU BIAFRA	Page 1
LE CRIME D'AUBERVILLIERS	Page 4
L'A.G.E.G. ET LE CERECA	Page 7
MARTINIQUE: LA SIMAG	Page 11
SUR L'ARTICLE DU "MONDE"	Page 12
LE "PROGRÈS SOCIAL"	Page 15
LA LUTTE EN GUADELOUPE	Page 16
LA SOCIÉTÉ NOUVELLE...	Page 6
MOYEN-ORIENT	Page 17
ESPAGNE: GRÈVE DES MINEURS	Page 19
LA BUREAUCRATIE EN U.R.S.S.	Page 21

EDITORIAL :

FIN DE LA GUERRE AU BIAFRA : UN CONFLIT QUI N'APPORTA RIEN AUX PEUPLES

A Le jeudi 15 Janvier on apprenait que la guerre entre le Nigéria
F et le Biafra prenait fin. Ce conflit durait déjà depuis près de trois
R ans et a causé la mort de millions d'hommes, soit du fait des combats,
I soit par la famine aggravée par les hostilités. On ne peut que se ré-
jouir de voir tirer à sa fin un conflit qui de toute façon était sans
issue pour les biafrais et ne marque en aucune façon un progrès pour
l'ensemble du Nigéria. Le conflit était en effet entretenu des deux
côtés par des puissances étrangères qui chacune prenait position en
fonction de leurs propres intérêts. Aux côtés du Nigéria, on voyait
l'Angleterre, l'ex-puissance colonisatrice, qui conserve encore de
puissants intérêts et des liens étroits avec Lagos ; on voyait aussi
l'U.R.S.S. qui, elle tentait d'avancer ses propres pions ; sur ce ter-
rain l'URSS n'est guère exigeante quant à la politique de ceux qu'elle
soutient. Il y a longtemps d'ailleurs que les tractations diplo-
matiques sont l'unique politique étrangère de l'URSS.

C De son côté le Biafra cherchait des appuis où il pouvait, la
France fut l'un des soutiens du Biafra, intéressée qu'elle était par
les riches gisements du sous-sol Biafrais (pétrole entre autre...) ;
mais on entendit même OJUKWU faire appel à la Chine populaire, invo-
quant le droit des nations à leur libération ; des avances furent
faites aux USA, et à d'autres Etats occidentaux.

A A l'origine, le conflit fut motivé par les sévices que subissaient
I l'ethnie des Ibos depuis le départ des anglais du Nigéria. C'est en
effet, parmi les Ibos, que les colonialistes britanniques recrutèrent
la plupart de leurs fonctionnaires. Les Ibos jouèrent donc le rôle
d'hommes de main de la bourgeoisie anglaise, au Nigéria. Et c'est
cela qui explique qu'après le départ des anglais ils furent l'objet
de la haine des Nigériens et subissent maintes violences.

N En fait après le départ des anglais, les différents postes poli-
S tiques, administratifs et militaires étaient détenus par les Ibos et
les Haoussas, qui constituent les deux ethnies majoritaires au Nigéria
(respectivement 14 millions et 25 millions). Puis ce furent les re-
mous politiques courants dans toutes les républiques du Tiers-Monde ;
en fin de compte ce sont les militaires qui prenaient le pouvoir ; et
à la tête du pays se hissèrent des officiers Ibos qui bien vite ten-
tèrent d'éliminer toute opposition Haoussas (assassinats de plusieurs
dirigeants et chefs de tribus Haoussas ; transformation de la constitu-
tion en vue d'assurer l'hégémonie des Ibos dans la fédération nigéri-
ane). Cela se passait entre janvier 1966 et juillet 1966.

Puis c'est l'assassinat du général Ironsi (favorable aux Ibos), et le début de la lutte ouverte entre Haoussa et Ibo. En Septembre, des massacres d'Ibos ont lieu et 30 000 personnes sont tuées. Toute la population nigériane se tourne contre les Ibos pour les raisons que nous avons invoquées plus haut.

Dès lors un véritable exode de 2 millions d'Ibos, a lieu vers ce qui deviendra le Biafra et qui est la plus forte concentration d'Ibos au Nigéria (plus de dix millions). C'est à partir de ce moment que, exploitant le sentiment d'insécurité des Ibos, et jouant sur les énormes ressources pétrolières accumulées au Biafra, les dirigeants (militaires) tels OJUKWU, vont tenter de créer un état séparé le Biafra. La sécession biafraise commencera officiellement le 30 Mai 1967 date de la création de la République du Biafra.

Le Biafra va chercher alors l'appui des puissances impérialistes, de l'URSS, de la Chine pour tenter de faire face au gouvernement fédéral Nigérian.

Dès lors deux états s'affronteront, dont l'un bénéficiera de la sympathie de la France (déclaration de De Gaulle favorable à la reconnaissance du Biafra) et de son aide en sous-main, sous couvert de transfert de vivres et de médicaments, des armes parviendront au Biafra, de même que des instructeurs militaires iront aider l'armée biafraise.

Mais jamais OJUKWU ne put obtenir une aide massive, malgré tous ses efforts en ce sens. Le pétrole du Biafra intéressait certes, toutes les puissances impérialistes, mais celles-ci ont une certaine expérience politique qui retenait même les plus prêtes à soutenir le Biafra, de s'engager à fond à ses côtés. Demain pensaient-ils, le Biafra s'effondrera peut-être, il faut être prudent : telle était l'attitude de la France par exemple. Ce qui ne témoigne ni de la hardiesse ni du courage politique de la bourgeoisie impérialiste. Mais comment exiger cela de gens pour qui la seule loi morale est le "paiement au comptant".

Quant au Nigéria nous l'avons dit, il fut soutenu par les anglais, qui en réalistes, ne lâchèrent pas la proie pour l'ombre. Du côté Biafrais, tout était à faire, armement, armée, administration, alors que du côté nigérian tout cela avait été mis en place par eux-mêmes, certes le personnel avait été quelque peu bouleversé, mais au fond, les nouveaux maîtres de Lagos avaient tout intérêt à s'entendre avec eux, les richesses minières étant vitales pour le Nigéria.

C'est cela qui explique, que les militants révolutionnaires, dans leur grande majorité, n'accordèrent leur soutien ni à l'un, ni à l'autre camps en conflit. Il ne s'agissait pas d'une guerre contre l'oppression nationale de la part du Biafra, mais bien d'un conflit entretenu par les impérialistes. Et les dirigeants biafrais, n'ont rien fait, au point de vue politique, pour démentir ce fait, ils ont cherché la sympathie et le soutien des puissances impérialistes et tenter de créer un état contre précisément l'Etat Nigérian, lui-même état dominé par l'impérialisme. En fin de compte la sécession biafraise ne pouvait aboutir à un progrès des africains dans leur indépendance, mais bien plutôt à un renforcement de la présence impérialiste en Afrique. En quelque sorte, le Biafra ne pouvait être qu'un "ISRAEL africain", avec le même type d'appui, ayant le même type de politique.

En tout cas, la fin du conflit marquera la fin de multiples souffrances pour les populations de ces régions. Mais celles dues au sous-développement ne seront pas pour autant résolues. Sans compter qu'on ne peut guère faire confiance au régime militaire de Lagos pour éviter les massacres d'Ibos. La brutalité des mili-

taires peut aller jusque là, quoique laissent entendre les déclarations officielles du gouvernement. Qui ira sur le terrain contrôler ce qui se passe ?

Il faut dénoncer là, l'hypocrisie de différents états impérialistes, qui feignent de s'intéresser au sort de ces populations, alors que eux-mêmes attisèrent la division, armèrent les deux camps et entretiendront encore demain ce conflit sous une forme voilée. Ni les déclarations des américains, ni les larmes de Pompidou, ne nous émeuvent.

En réalité, ce n'est pas dans de tels conflits que les peuples africains trouveront la voie de la liberté politique réelle, ni celle du développement économique. Cette voie passe par une lutte anti-impérialiste radicale et menée jusque dans ces conséquences ultimes : c'est-à-dire, jusqu'à la disparition complète de la classe bourgeoise de la face de la planète.

Or cela ne peut être le fait ni des Gowon, ni des Ojukwu. Cette tâche, seul le prolétariat africain peut contribuer à la mener au bout. Car lui seul pourra non seulement lutter contre les intérêts impérialistes en Afrique, mais de plus lui seul possède dans les pays impérialistes mêmes les alliés qui, de l'intérieur même, pourront abattre la puissance impérialiste. C'est à ce combat que les travailleurs Nigériens et Biafrais devront participer demain.

LE CRIME

D'AUBERVILLIERS

Le Vendredi 2 janvier, à Aubervilliers, 5 travailleurs africains étaient découverts intoxiqués par l'oxyde de carbone. Le propriétaire de ce "foyer d'hébergement" loue les 5 chambres d'un pavillon à 50 noirs (Sénégalais et Mauritaniens) à 10 par chambre. Ces 50 personnes payant chacune 70 F. lui rapportaient 3 500 F. net chaque mois. Mais ce logeur a voulu leur faire payer l'électricité, les locataires ont refusé. L'électricité n'étant pas payée, l'EDF la coupa.

Nous sommes en plein hiver, et dans la nuit du 1er janvier la météo donne comme température 3°. Le résultat nous le connaissons : 5 hommes tués par le système absurde dans lequel nous vivons. Ces travailleurs ont tout simplement été assassinés.

Car, que signifie ce système dans lequel, au nom du respect de la propriété privée, la loi protège des individus qui, s'achetant un pavillon se transforment en "marchands de sommeil", en criminels légaux.

Que signifie, en plus, une coupure de courant en plein hiver, alors que la chaudière chauffante marche à l'électricité ? N'est-ce pas une condamnation à mort, un crime ?

Bien sûr, on aura beau dire que le logeur est aussi un noir, cela ne change rien au problème. Qu'un noir, propriétaire de pavillon exploite des gens de sa race, cela montre bien que l'exploitation n'a pas de couleur. Les exploitateurs trouvent des liens dans tous les secteurs dès qu'il s'agit pour eux de vivre de la misère des autres. Mais cette situation n'est pas le lot de ces seuls sénégalais et Mauritaniens.

L'ensemble des travailleurs étrangers émigrés, Portugais, Italiens Marocains, Espagnols, Yougoslaves, Algériens, Polonais, Antillais, Guyanais, Réunionnais, sont confrontés à des situations analogues. Ils sont 3 millions en France, et concentrés principalement à Lyon, Rouen, Marseille, Bordeaux et Paris. Ils sont employés, généralement, dans les travaux les plus pénibles (fonderie, forge, voirie, terrassement, etc...) avec des salaires horaires dépassant rarement 3,50 F.

L'Office National de l'Immigration (ONI, organisme auquel participe la CGT), après une visite médicale déclare inapte au travail un certain nombre de travailleurs qui ne peuvent plus trouver (officiellement) de travail et sont condamnés au chômage ou au travail au rabais.

Ils vont peupler les bidonvilles. Rien n'est fait par le gouvernement pour le logement de ces travailleurs. Ils ne sont considérés que comme des éléments exploitables.

Et puis, il y a les escroqueries. A Saint-Ouen, un logeur fait payer à l'entrée, 150 F. de droit pour louer une vieille baraque 70 F. Beaucoup sont victimes de vendeurs de fausses adresses, des tarifs abusifs des chauffeurs de taxis. Dans un système social où règne l'exploitation, on trouve toujours plus bas que soi sur qui profiter. En effet, il est facile de profiter de ces travailleurs, car la plupart ne savent pas lire. Les feuilles de paie sont truquées parfois.

Il y a un demi million d'analphabètes parmi eux. Les cours de français sont quasi inexistantes ; de plus, ils ne sont pas très fréquentés à cause des fatigues dues à l'exploitation quotidienne, du recrutement mal organisé et du lieu d'habitation souvent éloigné du centre de cours.

Leur santé est constamment en danger. La tuberculose, par exemple, est 20 fois plus fréquente chez les travailleurs noirs que chez les travailleurs français. La surveillance médicale est une caricature de soins véritables. La répression patronale est très féroce. Dès qu'un travailleur essaie de se défendre il est expulsé pour "comportement susceptible de troubler l'ordre public".

Au lieu de se préoccuper de ce grave problème, les gouvernants français préféreront l'odeur du pétrole du Biafra et du Moyen-Orient. Ils organiseront des campagnes hypocrites sur le sort des Biafrais, mais resteront silencieux sur les crimes du système capitaliste en France.

Comme pour les travailleurs français, le sort des travailleurs étrangers ne s'améliorera qu'avec leurs luttes intransigeantes contre tous les patrons, tous les exploiters quelles que soient leurs couleurs.

Noël CANTIUS

EN FRANCE :

DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

A LA HAUSSE DES PRIX

Il ne passe guère de semaine sans qu'un ministre ou qu'un propagandiste officiel ne nous rabatte les oreilles de leurs propos sur la nouvelle société. A croire qu'ils croient réellement faire prendre aux travailleurs des vessies pour des lanternes. Mais dès qu'il s'agit de faits précis, la réalité est toute autre.

Les dernières mesures prises par le trio Pompidou, Giscard-d'Estaing et Chaban -Delmas montrent bien qu'ils ne se laissent pas abusés par leur propres discours sur la nouvelle société.

Le gouvernement vient, en effet, de décider tout un train d'augmentations de tarifs divers. Le tarif marchandises SNCF augmente de 6 %, pour les voyageurs, la hausse sera de 4,5 %. Les taxes sur les mandats augmentent brutalement de plus de 30 % ; il en est de même pour les taxes sur la tenue des comptes courants postaux.

Voilà qui ne va guère améliorer le coût de la vie. Car ces augmentations auront une répercussion directe sur les prix des marchandises au détail. Et c'est encore le travailleur, le petit commerçant, les humbles qui en pâtiront. Mais qui plus est, le gouvernement a décidé d'augmenter aussi, prochainement, les tarifs du Métro, du Bus et du tabac. Là encore, il s'agit d'une hausse des prix qui sera supportée par les travailleurs.

On voit à quel point il faut accorder crédit aux propos de Giscard qui prétend tenir les prix.

En réalité, il s'agit d'une attaque en règle contre le niveau de vie des travailleurs. La Bourgeoisie française est talonnée par la concurrence internationale. Il lui est absolument nécessaire de produire à des prix compétitifs au moins à l'échelle européenne. Or cela ne peut s'obtenir qu'à la condition de réduire le train de vie de la classe ouvrière en France. D'où les multiples tentatives de mettre au pas les travailleurs depuis au moins 1962.

Les travailleurs ont montré en plusieurs occasions et notamment en Mai 1968 qu'ils n'étaient pas décidés à se laisser faire. Cependant rien n'est réglé. Après la guérilla de la rentrée de septembre 69, la véritable bataille reste à mener, et la bourgeoisie aurait tort de faire un pari sur la docilité des travailleurs. Car si le mécontentement est actuellement "rentré", il ne tient qu'à peu qu'il explose de nouveau. Et ce n'est alors que sous la forme d'un mouvement d'ensemble que les travailleurs pourront faire reculer le gouvernement réactionnaire des Pompidou, Chaban et autres Giscard.

L'AGEG

ET LE

CERECA

LE TRACT DE L'A.G.E.G.

Il y a quelque temps, l'AGEG (Association des Etudiants Gadeloupéens) distribuait un tract intitulé "A bas le CERECA."

Il va sans dire, le titre du tract est éloquent, qu'il s'agit d'une condamnation péremptoire du CERECA.

Quant à nous, nous ne prenons pas la plume pour voler au secours du CERECA, dont, le moins qu'on puisse dire, à la lecture de sa charte, les objectifs ne sont ni très clairs, ni très précis. Nous y reviendrons.

Mais dans cette affaire, ce que nous voudrions relever, c'est avant tout le procédé, l'attitude des dirigeants actuels de l'A.G.E.G. vis à vis de tout groupe de militants qui se crée, aussi bien que l'attitude de ces dirigeants vis à vis des membres même de l'AGEG.

Ce tract, qui représente une prise de position politique vis à vis d'une autre association, et une association nouvelle, a été rédigé, les positions ont été prises, sans aucune consultation des membres de l'AGEG. La plupart des membres de l'AGEG ont appris l'existence du CERECA par le tract de l'AGEG, sans, d'ailleurs, être plus renseignés sur ce qu'était exactement le CERECA.

Voilà un exemple typique de la démocratie qui règne à l'AGEG quoiqu'en disent ses dirigeants. Les militants peuvent venir dans les cercles, peuvent faire ou écouter des exposés politiques, mais sur les positions que l'Association doit prendre, ils n'ont guère la possibilité d'orienter ce choix. Or il s'agit souvent de choix politiques, vu l'importance des activités proprement politiques à l'AGEG. Les décisions les plus importantes, celles qui engagent l'avenir de l'AGEG sont prises en petit comité, mais ne sont jamais soumises à une large discussion dans l'association.

Pour l'affaire du CERECA, il en fut de même. Aucune information, avant le tract, ne fut donnée à tous les militants sur ce CERECA. Or, si l'on en croit le tract de l'AGEG, la situation est grave :

"Des individus pêchant en eau trouble ont cru bon de créer
"dans l'émigration une nouvelle association dénommée CERECA
"Cercle de Recherches Caraïbes)".

Puis rappelant qu'il faut renforcer l'AGEG pour mener une "politique anti-impérialiste conséquente", le tract affirme :

"La naissance du CERECA est contre cette orientation. Elle aide le colonialisme et l'impérialisme français".

Nous voilà prévenus, le CERECA est donc une organisation contre-révolutionnaire... si l'on-en croît l'AGEG ! Puis les basses insultes arrivent. Le tract parlent des "souteneurs" du CERECA. Enfin, ce n'est que dans la deuxième partie du tract, que l'on voit apparaître des critiques politiques qui ne sont ni calomnies, ni injures. Et même là, l'analyse politique du CERECA part d'une affirmation douteuse, puisqu'elle se réfère à un "on dit", à un "propos" prêté à l'un des membres du CERECA.

Notons, en passant, la "profondeur" de l'analyse de l'AGEG sur les organisations qui se créent.

"... la création d'organisations nouvelles répond toujours à des faits "précis :

- Ces actions sont toujours motivées par une conception politique définie. (Remarquons que c'est l'évidence même !)(Lutte Ouvrière)

- Les éléments qui créent ces organisations nouvelles sont en mal de direction. Ils ont une mentalité de "ti chef"

(Comme l'AGEG aime prêter aux autres ses propres défauts! (L. Ouvrière)

Pour terminer, les dirigeants de l'AGEG demandent à "l'émigration guadeloupéenne de boycotter activement le CERECA et les autres tentatives qui s'annoncent".

Ici, il faut noter que les dirigeants de l'AGEG font preuve d'une grande naïveté ou de manque de réalisme s'ils croient que l'émigration est au fait des démêlés du CERECA et de l'AGEG. Pourquoi les travailleurs émigrés s'intéresseraient-ils à des discussions ou des "chamailleries" qui se déroulent par dessus leurs têtes et dans des associations qui ne s'intéressent que très épisodiquement à leur sort.

On peut donc se rendre compte, à la lecture et à l'analyse de ce tract anti-CERECA, que les dirigeants de l'AGEG n'ont pas perdu les "bonnes" habitudes : sectarisme, utilisation de méthodes héritées du stalinisme liant la critique politique à l'injure et à la calomnie. De telles méthodes ne peuvent que repousser les étudiants et, en réalité mettent, à longue échéance l'AGEG en mauvaise posture.

REPONSE DU CERECA.

Evidemment, l'AGEG s'est attirée une réponse violente du CERECA, qui répond au calomnies et réaffirme ses positions. C'est à partir de ce tract "calomnie délibérée" et de la "Charte" du CERECA que nous pourrons nous faire une idée de ce qu'est le CERECA.

Ses militants se proclament "résolument dans une optique anti-colonia-

liste et anti-impérialiste".

En fait, il s'agit d'un regroupement essentiellement d'intellectuels qui se donnent pour but de faire des "recherches" concernant l'économie, l'histoire, la politique de toute la Région Caraïbe. Ils se proclament partisans d'une "indépendance à option socialiste". Rejetant l'accusation de "pratique petite-bourgeoise" portée par l'AGEG, ils disent vouloir porter une contribution scientifique à la lutte révolutionnaire, par les études qu'ils réaliseront. Ils répondent également qu'ils ne veulent absolument pas organiser "la petite-bourgeoisie invertébrée de nos pays". Ils affirment que cette petite-bourgeoisie "ne peut constituer une classe indépendante, que bien au contraire, c'est dans l'exacte mesure où le prolétariat et les paysans pauvres de nos pays sauront vigoureusement prendre la tête de la lutte révolutionnaire qu'ils rallieront à eux certains membres de cette petite-bourgeoisie."

QUE PENSER DU CERECA ?

Dans sa charte, le CERECA se place sur un terrain anti-colonialiste ; il propose de "faire le bilan des différentes études déjà entreprises, d'en susciter de nouvelles et de coordonner les initiatives isolées." Il propose un programme de recherches dans différents domaines.

Donc il s'agit d'un regroupement d'étudiants, d'intellectuels qui font des exposés, qui discutent, qui font des recherches, etc... Ils n'ont pas de grandes prétentions politiques, ils ne proposent pas d'organiser ni petite bourgeoisie, ni classe ouvrière, ni personne.

En tout cas, les choses sont claires ; ils ne se présentent pas aux travailleurs, ni comme des militants, ni comme des révolutionnaires. Ils sont sympathisants, ils sont chercheurs, ils veulent "aider", contribuer. Ils font des exposés, des réunions.

Que fait de plus l'AGEG ? Si peu en réalité. Mais la différence, c'est que, tout en ayant les mêmes positions de fond (Nationalisme, populisme : ouvriers-paysans pauvres), l'AGEG se réfère au Marxisme, l'AGEG a des prétentions pour la construction de l'avant-garde révolutionnaire ; et c'est à cause de ses prétentions que sa propre pratique aurait dû être autre. On connaît l'histoire de "la paille et de la poutre". En particulier, elle se réclame des ouvriers sans s'adresser à eux systématiquement, sans orienter ses militants les plus conscients dans un travail de propagande et d'organisation systématique dans la classe ouvrière. Et si l'AGEG a des contacts avec l'AGTAG (Amicale Générale des travailleurs Antillo-Guyanais) ce n'est pas pour inciter l'AGTAG à faire un tel travail, mais bien pour renforcer le courant qui, à l'AGTAG paralyse toute initiative dans ce sens, alors qu'il est si urgent que toutes les forces se concentrent dans ce travail de propagande, d'agitation, d'organisations larges, les plus larges possibles, dans l'émigration.

Au lieu de cela, ce n'est pas le CERECA, il est trop nouveau pour cela, c'est l'AGEG qui contribue à maintenir les étudiants coupés des travailleurs dans les faits, quoiqu'elle en dise dans ses déclarations officielles. Et cela pourrait prêter à sourire, quand on lit que l'AGEG reproche aux "cher-

cheurs" du CERECA leur "pratique sociale" si la question n'était si importante.

Précisément, l'AGEG aurait pu, si elle même le faisait au lieu d'injurier et de calomnier, expliquer aux "chercheurs" du CERECA qu'ils sont quelque peu inconséquents, car ils parlent de la direction des "ouvriers et paysans pauvres", ils parlent de contribuer à la révolution, mais outre les exposés, que font-ils pour que le prolétariat parvienne à la direction de la révolution ?

Le prolétariat a certes besoin de travaux littéraires ou scientifiques pour éclairer sa lutte, mais ce dont il a surtout besoin, c'est que cette littérature parvienne jusqu'à lui, qu'elle lui soit explicitée, qu'elle soit largement répandue en son sein. Le prolétariat a surtout besoin que ces intellectuels consacrent leurs connaissances à faire le lien entre les menus faits de la vie quotidienne et une vision globale de la société et de son avenir.

Comprise dans ce sens, la contribution des intellectuels au mouvement révolutionnaire est extrêmement positif et même indispensable au prolétariat.

Mais tel que le voit le CERECA, cela ne peut aboutir à une mobilisation réelle ; le fait que nous ne soyons pas d'accord avec ce que le CERECA propose ne signifie nullement que nous dénonçons, même si nous en avons la possibilité pratique, tout droit à des intellectuels à se grouper en organisme de recherches. C'est même l'un des objectifs de la lutte du prolétariat : liberté d'expression, liberté d'association.

Mais, en fait, le problème est ailleurs, c'est celui de l'efficacité et de l'engagement réel dans la lutte.

IGNACE

MARTINIQUE : A LA S.I.M.A.G.

CES MESSIEURS SE SUCRENT...

LES TRAVAILLEURS TRINQUENT

(P. JEAN-CHRISTOPHE)

Le mois dernier, la S.I.M.A.G., société immobilière, renvoyait 90 ouvriers et employés (voir notre précédent numéro) sous le prétexte d'un déficit budgétaire. Pour combler ce trou, 90 travailleurs ont été jetés à la rue.

Cependant, le déficit budgétaire de la SIMAG ne risque pas d'être comblé pour autant, bien au contraire.

C'est le secrétaire général de F.O. qui dénonce le scandale dans une lettre ouverte où il dit que "les défaillances budgétaires résultent d'abord des dépenses trop somptueuses du personnel d'encadrement métropolitain !" Et c'est ainsi que l'on apprend que les 21 cadres de la direction ont chacun leur voiture payée par la SIMAG (4 Renault 4L ont d'ailleurs été achetées peu de temps avant les licenciements), qu'ils se font louer des villas à 180 000 AF alors que la SIMAG construit des logements et peut donc les loger à moindre frais, mais la direction de la SIMAG ne semble pas aimer les maisons qu'elle vend aux autres. Chaque locataire cadre se fait, en outre, payer un mobilier de son choix et qui ne sert généralement pas au suivant.

"Justice" rapporte également que la haute direction de la SIMAG s'est récemment fait construire un barbecue d'un prix élevé, compté toujours dans les "faux-frais" du budget.

En outre, les salaires qui sont payés à tout ce beau petit monde de profiteurs sont au tarif fort : un dessinateur touche 400 000 AF. Quels doivent être les gains perçus par les différents directeurs et chefs de service en tout genre !

C'est ainsi qu'un ancien gendarme, bénéficiant déjà d'une retraite, sans donc aucune autre qualification que celle de manier la matraque est employé, avec sa femme par la SIMAG, bénéficiant ainsi, chaque mois, de 3 gros salaires.

Il n'est pas étonnant qu'après, la caisse de la SIMAG ait des trous. Pourtant ce sont les travailleurs qui ont fait les frais de l'incurie et du gaspillage de la direction de la SIMAG.

A PROPOS DE L'ARTICLE PARU DANS "LE MONDE" SUR LES ANTILLES

Le journal "Le Monde", dans ses trois numéros des 6, 7 et 8 janvier a fait paraître une série de trois articles sur les Antilles sous le titre "Les Antilles, îles incertaines".

Successivement, l'auteur, Claude Florent y a parlé de la situation économique, sociale et politique.

Il y aurait beaucoup à dire sur ces articles, car ce ne sont pas les inexactitudes de fait qui font défaut, ni les jugements émis par l'auteur qui ne sont contestables. Nous nous bornerons à critiquer ce qui nous est apparu comme le plus frappant dans ce qui a été dit.

Ainsi, dans son appréciation sur la situation économique, Claude Florent semble approuver les concentrations usinières opérées actuellement aux Antilles ; il dit :

"Le gouvernement s'est préoccupé du regroupement des usines. C'est ainsi qu'en Martinique, en s'engageant à couvrir les déficits 1967-68, à consentir un prêt de 2,5 millions et une avance de 1,5 million pour financer les investissements, il est parvenu à la constitution d'une société unique groupant les usines de La-
reinty, Rivière Salée et Marin..."

Ce que Claude Florent ne dit pas, c'est que la canne à sucre, après avoir fait, pendant des années, la richesse des capitalistes békés et des sociétés anonymes françaises, n'est plus rentable pour eux actuellement vu la concurrence internationale et la baisse du prix du sucre sur le marché mondial.

Ils se hâtent donc, actuellement de fermer leurs usines et de concentrer presque à 100 % la production. Ce système laisse non seulement un certain nombre de terre à l'abandon, mais encore entraîne un accroissement considérable du chômage chez les ouvriers agricoles, le déshéritement d'une grande partie des petits planteurs et la baisse de toutes les activités annexes tournant autour de la présence des usines (petits commerces, etc...).

On sait que la fermeture de l'usine du Marin, dernièrement, a eu des conséquences tragiques pour toute la région de Vauclin et de Sainte-Anne en Martinique.

Loin d'être un facteur de redressement économique et social aux Antilles, les fermetures d'usines, tant en Guadeloupe qu'en Martinique

sont essentiellement un facteur d'appauvrissement général de la population travaillouse en même temps qu'elles aident les gros békés et les sociétés anonymes françaises à tirer les marrons du feu sans trop de casse d'une part, et à conserver leurs intérêts dans les concentrations, d'autre part.

Quant à la création de nouvelles industries ou industries agricoles, l'auteur de l'article en admet la nécessité, certes; il s'élève même contre le fait qu'une partie importante des importations consiste en denrées alimentaires qui pourraient être produites sur place, mais il ajoute que la création d'industries nouvelles et celle d'investissements privés se heurtent au "niveau élevé des salaires" et aux charges sociales qui résultent de l'application des lois françaises.

Qu'appelle donc Claude Florent "niveau élevé des salaires" ? Est-ce les 300 à 350 F. mensuel de l'ouvrier ? Sont-ce ces salaires de misère qui empêchent la création de nouvelles industries ? ou plutôt le fait que les capitalistes békés et les sociétés anonymes françaises aidés par le gouvernement français refusent d'investir dans des secteurs autres que celui de la canne, de la banane et de l'ananas, qui ne seraient pas du tout rentables pour eux car, qui voudraient de leurs marchandises dans le marché commun aux prix auxquels ils les vendraient, compte tenu des frais de transport, alors que ce ne sont pas les tomates et les légumes frais qui manquent sur le continent européen.

Quant à l'argument tiré des charges sociales résultant de l'application des lois françaises : De qui se moque-t-on en disant cela ! Non seulement les lois françaises ne sont pas appliquées aux Antilles et cela Claude Florent le dit lui-même en matière d'Allocations familiales, encore faudrait-il ajouter que le SMIG français est supérieur de 50 centimes au SMIG antillais, mais quand bien même elles seraient appliquées qu'est-ce que cela changerait vraiment ? Mais ce ne sont pas ces "charges", pour les raisons invoquées plus haut, qui freinent l'investissement industriel.

Quant à la situation sociale, Claude Florent y fait tenir une place très importante à la démographie ; ce qui est, en fait, une échappatoire pour esquiver le problème avant tout primordial, celui de l'emploi, de la lutte contre le chômage.

Ensuite, l'auteur passe rapidement sur la politique d'émigration massive et nomme le BUMIDOM sans en dire plus, se plaint du piétinement du tourisme, en s'en prenant plus au "manque de dynamisme et d'imagination du peuple antillais" qu'à la politique du gouvernement, des trusts hôteliers, des compagnies aériennes d'accumuler toujours plus de profit.

Les exemples ne manquent d'ailleurs pas. Dernièrement, Air France boycottait un voyage de 2 000 touristes, organisé par une compagnie canadienne par avions Charters, à prix modérés, en exigeant que les prix de transport soient plus élevés que prévus et qu'elle obtienne ses propres passagers. Voilà. Et Air-France est contrôlé à plus de 50 % par le gouvernement.

Et lorsqu'on se plaint du manque d'initiative et d'imagination du peuple Antillais, c'est en fait du refus des Antillais à accepter d'être des larbins à la solde des trusts hôteliers et de se voir transformer en serveur, meneur de jeux de casino en jaquette blanche, en portier de maison close ou en lif-

tier de palace.

Claude Florent finit sa série d'articles sur la situation politique en esquissant la position des "départementalistes" passant rapidement sur celle des "Autonomistes", passant encore plus rapidement sur "les petites minorités activistes".

De ces articles se dégage une orientation bien nette, celle tout simplement du gouvernement colonialiste français garnie de quelques critiques pour faire "objectif". De plus, les véritables problèmes n'ont pas été évoqués, ceux d'un pays colonisé depuis trois siècles, dont le peuple fut constamment aliéné et dépersonnalisé par l'exploitation coloniale, le racisme, la propagande.

Et lorsque Claude Florent, quelque peu méprisant, critique à la fin de son article le manque de vigueur des Antillais voulant "assumer leur personnalité dans le cadre français", c'est tout simplement qu'il n'y a plus d'Antillais aspirant à cela.

Claire GOYA

QUAND "LE PROGRÈS SOCIAL" RÉCLAME UN ÉVÊQUE NOIR

Dans son éditorial du 27 décembre, "Le Progrès Social" déclare : "Nous pensons que le souffle qui l'anime (l'église) depuis Jean XXIII ne saurait s'arrêter aux rives de la Guadeloupe, TOUT COMME LE SOUFFLE DECOLONISATEUR (souligné par nous)... La Guadeloupe doit avoir un évêque guadeloupéen".

Il ne s'agit pas, hélas, d'un canular. Voilà où mène l'électisme et le nationalisme petit-bourgeois. Le Progrès Social en arrive à entrer dans le lavage de linge sale de l'église et à demander qu'on échange un évêque blanc contre évêque noir.

Et voilà oublié, d'un seul trait, l'époque esclavagiste, où les curés, missionnaires et évêques, goupillon en main, allaient "pacifier" les africains pour mieux ouvrir la voie aux brigands capitalistes ; oublié le rôle de défenseur de l'ordre esclavagiste qu'a joué l'église aux antilles, oublié aussi le rôle de l'église depuis des siècles dans le monde entier et qui est de protéger les possédants en prêchant la joie, la richesse... au paradis céleste, afin que les travailleurs se résignent à accepter la misère, bien cruelle, elle, sur terre.

Voilà également mis de côté les multiples retournements de casaque de l'église, pontifes et évêques en tête, passant tour à tour de soutien des rois en soutien de la bourgeoisie quand celle-ci s'avéra avoir en main le pouvoir économique et politique.

Voilà relegué aux oubliettes le fait que l'église, elle-même, **est une** grosse société anonyme, ayant de nombreuses actions dans les entreprises capitalistes, notamment en Espagne et en Italie et que le Vatican est l'un des plus importants financiers du monde.

Alors que le représentant de l'église soit noir ou blanc, cela ne fait pas le compte des ouvriers guadeloupéens. Que les évêques noirs et blancs se débrouillent entre eux, les travailleurs n'ont pas à prendre parti et choisir lequel d'entre eux deux, le noir ou le blanc, aura le triste rôle de chercher à les endormir et à les berner.

MAX RODON

GUADELOUPE :

SEULE. LA LUTTE PAIE

Depuis trois ans, la Caisse de Compensation de la Guadeloupe se refusait, par toutes sortes de combines judiciaires, à payer les congés payés des 1 200 ouvriers de l'entreprise Ghizoni Zanella qui avait fait faillite.

Vers la fin Décembre, les ouvriers lassés ont décidé de voir eux-mêmes où en était l'affaire et une centaine allèrent dans les bureaux de la Caisse.

Aussitôt une réunion eu lieu chez le préfet entre la délégation ouvrière et le directeur de la Caisse. Et voyant que la patience des travailleurs commençaient à s'user réellement depuis trois ans, le préfet ordonnait que le responsable de la liquidation de l'entreprise Ghizoni-Zanella verse dans les délais les plus brefs une somme de 20 millions à la caisse de compensation afin que les ouvriers soient payés.

Nous ne savons pas à l'heure actuelle si cette somme a déjà été versée. Mais il est remarquable de voir qu'il a suffi que les travailleurs viennent en bloc et manifestent leur volonté de ne pas se laisser berner pour que la Caisse et le gouvernement reculent et que le paiement soit envisagé, ce qui n'était même pas le cas avant l'action des 100 ouvriers.

Seule la lutte paie !

MARIANNE TIBUS

MOYEN-ORIENT

MARCHANDS DE MIRAGES ET DE MORT

Le transfert des vedettes de Cherbourg jusqu'en Israël, malgré l'embargo français, a remis sur la sellette et remis en plein jour la question de la vente d'armement et de matériel de guerre au Moyen-Orient.

Dans la nuit du 24 Décembre cinq vedettes canonnières quittaient le port de Cherbourg, à destination d'Israël, malgré l'embargo décidé depuis un an par le gouvernement français.

On apprenait quelques jours plus tard, qu'il ne s'agissait pas d'un "enlèvement", mais qu'un contrat d'achat avait dûment bel et bien ^{été} signé, l'état d'Israël ayant bénéficié de très hautes complicités dans l'appareil d'état français :

Le général BONTE, inspecteur technique de l'aéronautique et directeur des affaires internationales.

et le général Cazelles; général de la défense nationale et placé sous l'autorité directe de Michel DEBRE, ministre de la défense nationale.

on ne peut guère parler de négligence ou d'incurie de ces responsables. Quand le gouvernement vend des armes, il a à sa disposition plus d'une manière de vérifier la destination réelle du matériel qu'il livre. Il s'agissait bien d'une complicité en haut lieu et l'affaire ridiculisa d'ailleurs le gouvernement.

Pompidou s'il n'était pas mécontent, au fond, d'avoir liquidé à bon compte ses six canonnières, n'en n'était pas moins obligé de prendre des sanctions (très légères d'ailleurs contre Cazalles et Bonte).

Mais si cette entorse n'a pas été prise très au tragique, par le gouvernement français, celui-ci n'en reste pas moins, par la volonté de son président et d'une partie de l'U.D.R. partisan de l'embargo sur Israël.

Car au lieu de l'unique acheteur qu'était Israël avant l'embargo, au Moyen-Orient, se trouve maintenant un marché beaucoup plus tentant pour les marchands de canons que sont les capitalistes français : celui des états Arabes.

Le gouvernement français espère bien faire coup double.

- Il vendra sa "camelotte" meurtrière aux pays Arabes (c'est ainsi que les 50 Mirages, prévus autrefois pour Israël, seront vendus à la Lybie :

GUADELOUPE :

SEULE. LA LUTTE PAIE

Depuis trois ans, la Caisse de Compensation de la Guadeloupe se refusait, par toutes sortes de combines judiciaires, à payer les congés payés des 1 200 ouvriers de l'entreprise Ghizoni Zanella qui avait fait faillite.

Vers la fin Décembre, les ouvriers lassés ont décidé de voir eux-mêmes où en était l'affaire et une centaine allèrent dans les bureaux de la Caisse.

Aussitôt une réunion eut lieu chez le préfet entre la délégation ouvrière et le directeur de la Caisse. Et voyant que la patience des travailleurs commençait à s'user réellement depuis trois ans, le préfet ordonnait que le responsable de la liquidation de l'entreprise Ghizoni-Zanella verse dans les délais les plus brefs une somme de 20 millions à la caisse de compensation afin que les ouvriers soient payés.

Nous ne savons pas à l'heure actuelle si cette somme a déjà été versée. Mais il est remarquable de voir qu'il a suffi que les travailleurs viennent en bloc et manifestent leur volonté de ne pas se laisser bernier pour que la Caisse et le gouvernement reculent et que le paiement soit envisagé, ce qui n'était même pas le cas avant l'action des 100 ouvriers.

Seule la lutte paie !

MARIANNE TIBUS

MOYEN-ORIENT

MARCHANDS DE MIRAGES ET DE MORT

Le transfert des vedettes de Cherbourg jusqu'en Israël, malgré l'embargo français, a remis sur la sellette et remis en plein jour la question de la vente d'armement et de matériel de guerre au Moyen-Orient.

Dans la nuit du 24 Décembre cinq vedettes canonnières quittaient le port de Cherbourg, à destination d'Israël, malgré l'embargo décidé depuis un an par le gouvernement français.

On apprenait quelques jours plus tard, qu'il ne s'agissait pas d'un "enlèvement", mais qu'un contrat d'achat avait dûment bel et bien ^{été} signé, l'état d'Israël ayant bénéficié de très hautes complicités dans l'appareil d'état français :

Le général BONTE, inspecteur technique de l'aéronautique et directeur des affaires internationales.

et le général Cazelles; général de la défense nationale et placé sous l'autorité directe de Michel DEBRE, ministre de la défense nationale.

on ne peut guère parler de négligence ou d'incurie de ces responsables. Quand le gouvernement vend des armes, il a à sa disposition plus d'une manière de vérifier la destination réelle du matériel qu'il livre. Il s'agissait bien d'une complicité en haut lieu et l'affaire ridiculisa d'ailleurs le gouvernement.

Pompidou s'il n'était pas mécontent, au fond, d'avoir liquidé à bon compte ses six canonnières, n'en n'était pas moins obligé de prendre des sanctions (très légères d'ailleurs contre Cazalles et Bonte).

Mais si cette entorse n'a pas été prise très au tragique, par le gouvernement français, celui-ci n'en reste pas moins, par la volonté de son président et d'une partie de l'U.D.R. partisan de l'embargo sur Israël.

Car au lieu de l'unique acheteur qu'était Israël avant l'embargo, au Moyen-Orient, se trouve maintenant un marché beaucoup plus tentant pour les marchands de canons que sont les capitalistes français : celui des états Arabes.

Le gouvernement français espère bien faire coup double.

- Il vendra sa "camelotte" meurtrière aux pays Arabes (c'est ainsi que les 50 Mirages, prévus autrefois pour Israël, seront vendus à la Lybie :

pour les capitalistes rien ne se perd , - le profit reste le même).

-Et par ce commerce sordide de moyens de destruction, le gouvernement français entend en outre profiter de l'occasion pour l'assortir de trac-tations d'un autre ordre, car l'aimant puissant qui l'attire depuis quelque temps déjà vers les états Arabes, c'est le pétrole.

Il s'agit pour les capitalistes français de bénéficier d'accords spé-ciaux, de faire pénétrer leurs capitaux, de profiter de l'énorme source de richesse qu'est le pétrole du Moyen Orient Arabe.

Les capitalistes français peuvent jouer la carte des pays arabes d'au-tant plus que l'équilibre des forces militaires entre ces pays et Israël est maintenu, les U.S.A. se chargent d'armer les camps adverses.

Chacun des grands pays impérialistes bénéficient ainsi d'un marché faci-le pour la vente de leurs armes et leurs capitalistes s'enrichissent. Les pays acheteurs, déjà sous-développés, s'appauvrissent encore plus, faisant payer ce lourd achat à une population dont le sort est déjà extrêmement misérable et précaire.

Les capitalistes perfectionnent l'industrie de l'armement, engloutis-sant des sommes fabuleuses dans des dépenses non seulement stériles, mais improductives et destructrices, alors que les secteurs utiles, tels l'agri-culture, les transports, l'industrie du bâtiment etc... sont en pleine stag-nation et sont encore exploités avec des méthodes et des techniques déjà plus qu'usagées, périmées, souvent dangereuses pour les travailleurs.

Le capital s'avère incapable de développer une économie qui soit uti-le aux travailleurs et qui leur procure une vie décente ; par contre son avidité le porte à l'industrie de guerre qui lui rapporte des bénéfices im-portants, même si cette accumulation d'engins de mort doit amener à un régle-ment de compte général, à une troisième guerre mondiale.

Là encore, c'est aux travailleurs, à eux seuls et non à des conférences de désarmements bidons, qu'échoit le rôle d'arrêter cette course au massacre.

Cela est possible, car les fusils, les canons et les avions ne se fabri-quent pas tout seul, ce sont des ouvriers qui confectionnent de leurs pro-pres mains ces armes et c'est eux seuls qui peuvent en bloquer la produc-tion.

GEORGES RASSAMY

espagne :

LES MINEURS A LA POINTE DU COMBAT

Depuis, bientôt un mois, les grèves secouent de nouveau, les mines de charbon dans les Asturies. Pour protester contre l'insuffisance des primes accordées à l'occasion de Noël, la presque totalité des mineurs de l'entreprise nationale Hunossa (70%) ont en effet cessé le travail. Par solidarité avec leurs camarades, d'autres mineurs des entreprises privées ont également débrayés.

Actuellement, se pose un sérieux problème, pour la poursuite de l'exploitation, même des puits déjà peu rentables, malgré le regroupement de diverses entreprises les moins rentables en 1966 au sein de Hunossa, dont 77% du capital appartient à l'Institut National de l'Industrie (I.N.I.) la situation reste catastrophique, le déficit s'accroît d'année en année, il est pour 1969 de 1 600 millions de francs. On ne peut espérer un redressement de cette situation d'autant plus que le charbon est de moins en moins utilisé comme source d'énergie, depuis 1950, la chute est brutale ; à cette époque 66% de l'énergie consommée en Espagne venait du charbon alors qu'en 1970 on prévoit que ce pourcentage sera à peine de 23%.

Le charbon, en tant que source d'énergie est de plus en plus concurrencé par d'autres, et l'exploitation des mines devient de moins en moins rentable, ce qui inquiète fort la bourgeoisie européenne puissante, à plus forte raison celle d'Espagne ; d'autant plus que la région minière des Asturies, à toujours été pour la dictature de Franco, le secteur insoumis, foyer de mouvements révolutionnaires des années précédentes.

De ce fait, les milieux d'affaires sont d'autant plus alarmés, car malgré les mesures rigoureuses en vigueur, en matières de droit syndical : illégalité de la grève, répression féroce de tous mouvements, arrestations, emprisonnements, mesures d'exception etc... la bourgeoisie espagnole et son gouvernement ont dû céder devant la détermination des mineurs Asturiens. En 1958, les mineurs déclenchaient une grève puissante avec laquelle se solidarisaient, les métallurgistes basques, contraignant ainsi le gouvernement à accorder les conventions collectives, jusque là interdites dans les mines. A nouveau en Avril 1962, la grève des mineurs des Asturies, faisant boule de neige, entraînait des centaines de milliers de travailleurs appartenant à diverses branches de l'industrie du pays basque, de la catalogne, des provinces de Léon etc. dans un

mouvement d'une grande ampleur. Cette fois encore, en dépit de l'état d'exception proclamé dans le nord, le conflit entre patrons et ouvriers ne put se terminer que par de nouvelles concessions aux travailleurs : déblocage des salaires, révision périodique du salaire minimum etc.

Comme les précédents mouvements de grève, la lutte des mineurs pourrait déclencher un mouvement plus large de revendication. D'autant plus que la situation des travailleurs ne cesse d'empirer : et les tentatives faites par le gouvernement pour renforcer son contrôle sur le mouvement ouvrier, ne font qu'accroître le mécontentement des travailleurs. Cette fois-ci, la revendication des travailleurs dépasse le cadre économique (augmentation de salaires), pour prendre un caractère politique : lutte contre le projet de nouvelles lois syndicales qui marque la volonté du gouvernement de masquer la dégradation du sort des travailleurs, et par la même occasion son refus d'accorder de véritables libertés syndicales, sans ingérences gouvernementales.

Malgré la répression féroce, que subissent les travailleurs espagnols, contrairement aux projets gouvernementaux, ils ont su créer leur propre organisation de combats : les commissions ouvrières, qui les ont permis, aux prix de lourds sacrifices, d'arracher des concessions à la bourgeoisie au cours des dernières années.

A travers toutes ces luttes, la classe ouvrière espagnole, renoue avec son passé révolutionnaire. Instruite par les défaites, elle n'en sera que plus forte quand viendra l'heure de l'affrontement. Une classe qui a supporté des épreuves aussi dures que celles des années 30, que la victoire du franquisme, et qui de nouveau se remet en lutte est une classe ouvrière qui vaincra.

MARIANNE TIBUS

LES INTELLECTUELS D'U.R.S.S ET LA BUREAUCRATIE

Le célèbre écrivain russe Soljenitsyne a été récemment exclu de l'Union des Ecrivains d'Union Soviétique.

Inspirée par le gouvernement, cette mesure apparemment bénigne est en réalité une sanction politique assez lourde. En effet celui qu'elle frappe est du coup condamné à devenir, à brève échéance, un "écrivain maudit" à qui les éditeurs refuseront les manuscrits et qui ne pourra plus vivre de sa plume. Même dans un autre secteur d'activité il aura du mal à se reclasser car les directions d'entreprises (étatiques) refuseront d'embaucher un homme mis à l'index par l'Etat Soviétique, leur chef direct.

L'"affaire Soljenitsyne" que précède un grand nombre de cas du même genre (Pasternak, Grigorenko etc. etc.) nous amène à poser le problème des rapports du régime soviétique et de ses écrivains.

Ces rapports se résument en une série d'âpres critiques, d'attaques et de sanctions contre des hommes qui ont le défaut de ne pas reprendre en chœur les thèses officielles, qui écrivent ce qu'ils pensent, et qui refusent de travestir la vérité.

A l'époque stalinienne (1924 - 1953) il était au fond, logique que la répression frappe les écrivains en désaccord (même minime) avec les idées et les thèses gouvernementales puisque d'autres intellectuels, les hommes politiques et particulièrement les vieux cadres du parti bolchévik, étaient incarcérés déportés et physiquement éliminés par milliers. L'époque des grands procès et des grandes purges (1936 - 1938) fut une époque de terreur pour tous les intellectuels et l'écrivain Ilya EHRENBURG déclarait être le seul à s'en être sorti indemne (il se comparait au numéro gagnant d'une loterie !)

Mais Staline est mort en 1953 et la répression contre les écrivains continue, en dépit des affirmations de Khoutchev sur la déstalinisation (1956)

- En 1957 - 58, PASTERNAK est exclu de l'union des écrivains et certains demandent son expulsion du territoire soviétique.

- En 1965 le poète BRODSKI est condamné à 5 ans de travaux forcés.

- En 1967 SINIAVSKI et DANIEL sont frappés de la même peine pour avoir fait imprimer en Europe Occidentale des manuscrits

dont la censure de leur pays interdisait la publication.

- Lorsqu'en 1962 SOLJENITSYNE publie "une journée d'IVAN DENISSOVITCH" (témoignage sur la vie dans un camp de concentration à l'époque stalinienne) cet ouvrage fait sensation. C'est la première fois qu'un écrivain soviétique ose décrire ce genre de réalité. (Maintenant c'est son courage et sa franchise qu'il va payer ; de quel prix ? nul ne sait. Pourtant il a déjà versé au pouvoir une avance appréciable : huit ans de prison et quatre ans de déportation de 1945 à 1957 pour un obscur "dé-lit d'opinion").

Donc actuellement, pas plus qu'à l'époque de Staline on ne peut en Union Soviétique écrire ce qu'on pense, ni même toujours ce qu'on veut.

Saisissant au bond l'occasion, les occidentaux clament à cor et à cri qu'il n'y a pas de place pour la liberté d'expression dans les pays "socialistes".

D'autres croient sincèrement que la "dictature du prolétariat" est un régime dur, impitoyable, inévitablement, et qui ne peut tolérer aucune opposition. Pour eux le pouvoir ouvrier, c'est l'élimination physique (après 2 ou 3 sommations) de tous ceux qui n'ont pas voulu faire leur auto-critique.

Ces personnes se trompent. L'immense force des ouvriers, maîtres du pouvoir, n'est pas si chatouilleuse. Et si leur dictature est tyrannique c'est uniquement pour une minorité, pour tous les oppresseurs qui, renversés, ne pensent qu'à résusciter l'ancien état de choses. L'idéal du régime prolétarien c'est la liberté pour le plus grand nombre, une liberté comme aucune démocratie bourgeoise ne peut assurer de pareille.

Alors qu'en URSS, actuellement, la vie politique et culturelle est maintenue dans un carcan imposé par la couche bureaucratique qui s'est emparé du pouvoir à l'époque de STALINE.

Et si cette bureaucratie craint l'opinion librement affirmée des intellectuels soviétiques, comme elle craint tout mouvement d'opposition, c'est par peur de voir les critiques de ces intellectuels reprises par les travailleurs. Car alors les Jours de la bureaucratie seraient comptés.

En dernier ressort, c'est surtout cela qui est reproché aux intellectuels non-conformistes.

JACQUES BRUEL